



Construire une plateforme des mouvements sociaux en Asie

En Indonésie, une coalition nationale, **Gerak Layan**, comprenant paysans, paysannes, migrants, pêcheurs, femmes, jeunes, avocats des droits de l'homme et plus encore, s'est associé au **réseau OMC Bali**, une coordination de mouvements locaux de Bali, et aux **mouvements sociaux pour une alternative en Asie (SMAA)**, une nouvelle plateforme constituée de mouvements sociaux tels que *Via Campesina*, *Marche mondiale des femmes*, *Forum des migrants en Asie*, *Jubilé Sud-APMDD*, *Focus sur les pays du Sud (Focus on the Global South)*, *Alliance des travailleurs progressistes (APL)*, *Confédération coréenne des syndicats* et plusieurs autres syndicats, défenseurs du droit d'accès à l'eau, etc. Ensemble, ils préparent une semaine d'action à Bali, avec un tribunal populaire, une assemblée pour la justice économique et un forum populaire de revendication et de défense de la nature. Ces initiatives présenteront et débattront des alternatives au libre-échange, aux investissements et à l'OMC.

Les mouvements sociaux en Asie ont l'habitude de collaborer. L'énorme mobilisation contre la 6e Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en 2005 en fut l'expression la plus éclatante. Aujourd'hui, cette solidarité continue alors que des centaines de représentants des mouvements sociaux se réunissent à Bali pour frapper d'un coup décisif le néolibéralisme, construire une autre Asie, un autre monde et réaffirmer la souveraineté des peuples.

editorial: **L'omc tue les paysans**

La nourriture et l'agriculture ont un rôle central dans nos vies de paysans, paysannes et petits producteurs. **L'agriculture n'est pas seulement notre moyen d'existence ; c'est aussi notre vie, notre culture et notre relation à Mère Nature. La logique du libre-échange s'y oppose** et transforme la nourriture en une **marchandise**, un produit qui se vend et s'achète. Le principe du libre-échange est incarné et défendu par l'*Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*. L'Accord sur l'Agriculture de l'OMC cherche à orienter les politiques agricoles vers les marchés afin d'augmenter les échanges commerciaux.

C'est pourquoi nous, les membres de *Via Campesina*, avons été les premiers à lutter contre l'OMC dès sa création en 1995. Depuis le début, nous avons appelé à « **L'OMC hors de l'agriculture** ». Nous étions dans les rues de Seattle, Cancún, Hong Kong, Genève et serons également à Bali cette année.

La marchandisation de la nourriture et de l'agriculture par l'OMC a causé la mort des paysans et paysannes – leur mode vie a été détruit par les produits agricoles à bas coût bradés sur les marchés à un prix inférieur au prix de production. Le paysan coréen *Lee Kyung Hae* s'est suicidé sur les barricades lors du sommet de Cancún en brandissant la pancarte « **L'OMC tue les paysans** ». *C'est toujours vrai aujourd'hui lorsque les famines s'intensifient, que les terres sont saisies par les multinationales, que les paysans entrent dans un cercle vicieux de dettes alors qu'ils sont incapables de vendre leurs récoltes, que leurs familles sont déplacées par l'agro-industrie et la nourriture empoisonnée par les organismes génétiquement modifiés.*

A *Via Campesina*, nous pensons que le seul moyen d'avancer est la voie de la **souveraineté alimentaire**. Tous les peuples devraient avoir droit à une nourriture culturellement adaptée, nutritive et saine. Notre nourriture ne devrait pas être déterminée par les caprices des marchés. Nous devons revendiquer **la fin de l'OMC et nous battre pour une économie basée sur la justice et ayant à cœur la souveraineté alimentaire.**

Henry Saragih, *Président de Serikat Petani Indonesia*

L'omc contre la souveraineté alimentaire

L'OMC s'oppose aux six piliers de la Souveraineté Alimentaire

- 1. Priorité à l'alimentation.** L'OMC considère l'agriculture comme une source de matières brutes pour servir l'industrie agro-alimentaire, les biocarburants, les plastiques et d'autres produits, au lieu de servir de nourriture pour la population. Avec l'OMC, l'alimentation n'est plus un droit mais une marchandise soumise à la spéculation financière.
- 2. Soutien aux agriculteurs.** L'OMC est la plus grande menace qui pèse sur le mode de vie des paysans, paysannes et petits producteurs. Sur les marchés financiers internationaux, l'OMC place l'intérêt des multinationales avant celui des populations. L'Accord sur l'Agriculture de l'OMC a obligé de nombreux pays en développement à geler ou à abandonner leurs investissements dans l'agriculture locale, tout en permettant aux pays riches de faire du dumping de produits alimentaires subventionnés dans les économies en développement.
- 3. Soutien aux systèmes locaux.** L'OMC et les entreprises agroalimentaires souhaitent dès que c'est possible produire de la nourriture et des matières brutes au plus bas coût. Cela entraîne la monoculture d'espèces dans certains pays et leur transformation dans d'autres. Ils éliminent ainsi les systèmes locaux de production alimentaire.
- 4. Contrôle local.** L'autonomie locale et le droit des peuples sur leur territoire sont maltraités. L'OMC soutient la privatisation des ressources naturelles (semences, eau, terre). Cette organisation n'a pas été créée par le peuple, pour le peuple, mais par les multinationales, pour les multinationales.
- 5. Construction de savoir et de compétences.** Le savoir est aussi considéré comme une marchandise. Le savoir traditionnel, construit par les communautés du monde entier, est sujet à expropriation et privatisation. L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) empêche les paysans et paysannes de garder leurs semences, pour leur alimentation ou celle de leur communauté.
- 6. Travailler avec la Nature.** L'OMC soutient un système industriel de production, d'échanges et de consommation qui place la recherche du profit avant l'environnement. La Nature est vue comme un adversaire qu'il faut contrôler et dominer, et non comme un allié afin de construire un monde meilleur pour les générations futures.

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: *Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, VSF-Justicia Alimentaria Global.*

**souveraineté
alimentaire
maintenant !**

encadré 1 L'OMC

Créé en 1995, l'Organisation Mondiale du Commerce représente des puissants accords d'échanges relatifs au commerce. Succédant au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), l'OMC a élargi cet accord sur l'échange de biens aux secteurs de l'agriculture, du textile, des services et les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Un autre changement notable suite à la transition entre le GATT et l'OMC est le DSM (le mécanisme de règlement des différends). Ce mécanisme juridique confère à l'OMC le droit de faire respecter les plus de 60 accords à ses membres, à savoir de contraindre les États souverains à changer leurs politiques nationales si celles-ci ne coïncident pas avec les règles de l'OMC.

encadré 2 Les mouvements populaires contre l'OMC

En 2003, un paysan coréen fit le pas extrême de se suicider devant les salles de négociations de la 5e Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún. Lee Kyung Hae grimpa sur une des barrières entourant la réunion de l'OMC en brandissant un panneau sur lequel était écrit : « **L'OMC tue les paysans** », avant de se poignarder à mort. Cet acte provoqua une onde de choc de par le monde et rappela à chacun que l'OMC condamne littéralement à mort les paysans et paysannes de la terre entière.

Alors que l'OMC a essayé de maintenir son programme sur la libéralisation des échanges, les mouvements populaires ne l'ont pas laissé vaincre. Ceux-ci ont procédé à des manifestations dramatiques aux portes de chaque Conférence ministérielle de l'OMC. En 2003 à Cancún, en 2005 à Hong Kong et en 2009 à Genève, des protestations massives ont eu lieu avec dans leurs rangs paysans, paysannes, peuples indigènes, jeunes, étudiants, femmes, travailleurs et ONG. Ceux-ci se sont confrontés à une vive répression policière. A Hong Kong, les blessés furent au nombre de 70 alors qu'à Cancún le site, entouré de fils barbelés, ressemblait plus à une base militaire ; des navires de la marine étaient même stationnés dans les eaux proches. *La militarisation des sommets pour mener à bien le projet néolibéral n'a fait que démontrer son manque de légitimité et son programme inhumain.*

Les manifestants réclament une justice économique, la fin de procédures d'échange favorisant les multinationales au détriment des peuples. Dans le secteur agricole, ils luttent contre l'injustice du système d'échanges qui oppose les petits agriculteurs aux agro-industriels produisant en masse dans des pays énormes, subventionnés, riches et non-durables. Les manifestations populaires constituent un soutien non négligeable aux gouvernements des pays en développement participant activement aux négociations et voulant s'élever contre les procédures d'échanges injustes imposées par les nations riches comme les Etats-Unis et l'UE. Qui à leur

sous les feux de la rampe

L'OMC: Les mensonges sur le développement et...

Lors de sa fondation en 1995, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) promettait aux pays en développement que cet accord multilatéral de libre-échange universel allait apporter le développement et la croissance économique. Après 18 ans d'existence, il est clair que le développement et la croissance sont réservés aux pays riches et industrialisés ainsi qu'à leurs entreprises.

Le cycle de Doha, aussi connu comme le Programme de Doha pour le développement, est à la base des négociations en cours à l'OMC. Son objectif global est de se débarrasser des dernières barrières commerciales pour faciliter les flux de marchandises. Le cycle de Doha a surtout permis d'avantager les pays développés tout en exigeant de plus en plus de concessions aux pays en développement. Il était aussi question de réduire la liberté politique des gouvernements des pays en les enfermant dans le dogme rigide de la libéralisation des échanges à travers le démantèlement des politiques publiques qui protègent les industries naissantes, l'agriculture paysanne, les services publics et la santé publique.

...les menaces à venir

Après plusieurs années de négociations au point mort, l'OMC essaye à présent de se doter d'un second souffle en vue de la **Conférence de Bali**. Après s'être rendu compte qu'il était trop difficile de parvenir à une convergence sur le cycle de Doha, l'OMC travaille sur un plus petit nombre d'accords qui seront plus facile à obtenir et à faire aboutir. De même que le mensonge sur l'aide au développement, la Conférence de Bali prétend vouloir soutenir la croissance des pays en développement ou des Pays les Moins Avancés (PMA). On peut toutefois affirmer, après une analyse plus approfondie, que les textes en négociations assurent en réalité de nouveaux avantages aux pays développés en échange de certaines promesses creuses faites aux pays pauvres. *Les trois sujets principaux sur lesquels l'OMC se penchera à Bali sont les suivants : la facilitation des échanges, l'agriculture et le développement des PMA.*

La facilitation des échanges constitue la pierre angulaire de Bali. Une fois adopté, l'accord deviendra juridiquement contraignant et simplifiera les procédures douanières en autorisant des échanges commerciaux plus rapides et plus aisés aux entreprises. Il s'agit là d'un des « problèmes émergents » fermement rejetés par les pays en développement lors de la Conférence ministérielle de l'OMC en 2003 à Cancún au Mexique. (Pour rappel, les quatre « problèmes émergents » sont la concurrence, les marchés publics, l'investissement et la facilitation du commerce.) Les pays développés et leurs multinationales sont sur le point de profiter au maximum d'un accord sur la facilitation des échanges étant donné qu'il leur permettra un accès plus libre aux marchés des pays en développement.

L'accord proposé sur **l'agriculture** concerne les revendications de longue date des pays en développement voulant mettre un terme à l'exportation des subventions des pays riches, accéder aux marchés des pays développés et obtenir le droit d'instaurer des stocks publics pour la sécurité alimentaire et l'aide intérieure. Ce qui ressort jusqu'à présent est que les pays développés ne vont respecter aucune de leurs promesses. Ils ne vont ni mettre un terme aux subventions à l'exportation d'ici à 2013, ni permettre aux pays en développement d'accéder à leurs marchés. De plus, les pays développés sont uniquement disposés à faire une concession temporaire pour autoriser les pays en développement à aider leurs petits paysans.

Les promesses concernant le **développement** des Pays les Moins Avancés sont donc uniquement ce qu'elles sont, des promesses. En effet, l'accord proposé ne contient qu'un infime véritable traitement spécifique et bénéfique visant à encourager les PMA et représente en réalité beaucoup moins que ce qui leur avait déjà été promis lors des Conférences ministérielles précédentes.

Pour conclure, **alors que l'OMC se remet sur pied et prépare l'échéance de Bali**, la menace la plus pesante est celle de *l'ouverture de négociations concernant d'autres secteurs qui n'étaient précédemment pas du ressort de l'OMC* ainsi que *la menace de la libéralisation renforcée des échanges dans ces secteurs.*

tour veulent protéger leurs agro-industriels et leurs intérêts du marché. *Le désaccord au sujet de l'agriculture représente une des causes principales menant à l'échec systématique des négociations lors des Conférences ministérielles de l'OMC.*

L'OMC se réunira à Bali en décembre 2013. Ce nouveau rendez-vous vise à raviver les négociations de l'Organisation. La Via Campesina en coopération avec les mouvements populaires d'Asie organisent

d'importantes mobilisations.

Ils ont juré de ne pas laisser les décisions sur l'agriculture aux mains de l'OMC et de ne jamais laisser le sacrifice de Lee Kyung Hae tomber dans l'oubli.

Comme Lee Kyung déclara, avant de mettre fin à ses jours : « Ne vous inquiétez pas pour moi et luttiez tant que vous pourrez. »